

DES CITOYENS INTERPELLENT OULD KABLIA À ILLIZI

«Nous exigeons des excuses»

Illizi, 14 février 2013. Il est 11h30. Dans la salle de conférences de la ville, un jeune citoyen, la vingtaine, s'adresse au ministre de l'Intérieur, Daho Ould Kablia : «Monsieur le ministre, vous qui parlez et vous exprimez en notre nom et au nom de l'Algérie. Vous qui avez toujours dit que le terrorisme n'est pas propre à l'Algérie mais un fléau qui touche l'ensemble des nations, vous avez déclaré, alors que le monde entier vous regardait et vous écoutait, que le groupe terroriste qui a pris en otage le complexe gazier de Tiguentourine est issu de la région. Cela ne reflète-t-il pas votre mauvais jugement quant à la population de la région ?». Malaise général dans la salle !

De notre envoyé spécial à Illizi, Mehdi Mehenni

Le wali d'Illizi assis à la droite de son ministre, ne peut plus se tenir sur sa chaise. Les voix s'éteignent, les regards ne se croisent plus. Deux hommes s'approchent tour à tour et discrètement de l'intervenant, pour calmer ses ardeurs, mais sans succès. Le jeune Brahim Intamet, imperturbable, enchaîne : «Monsieur le ministre, vous avez dit en vous adressant à la nation, qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter; cela se passe aux frontières... Le sort du Sud n'est-il pas celui du Nord et vice-versa, Monsieur le ministre ? Nous exigeons de vous des excuses officielles ». Certains intervenants qui monopolisaient la parole depuis déjà

un moment, pour la plupart des cadres de l'administration locale, venus prononcer des louanges à tout va pour le président de la République et le gouvernement, dans l'espoir de quelque promotion, rangent leurs feuilles de discours et se mettent à l'écart.

Brahim Intamet a comme libéré la parole et le ton. Un débat véritable et un franc parlé s'installent. Place aux choses sérieuses. Ahmed Zegri, ancien député (1997-2002), actuellement patron d'une agence de voyage fait une révélation : «En 2001, alors que je me rendais souvent en Libye, j'ai dit à Ahmed Ouyahia qu'il fallait renforcer la vigilance sur les puits de pétrole et de gaz. Il m'avait alors répondu : nous n'allons quand même pas installer devant chaque puits une armée. A

l'époque les Touareg algériens qui se déplaçaient en Libye avaient compris ce qui se préparait pour l'Algérie. C'était évident. En 2003 avec la prise d'otages des 32 touristes dans la région d'Illizi, j'ai réussi à avoir un dossier confidentiel en Libye que j'ai transmis à qui de droit. Cela a permis de déchiffrer certaines équations à l'époque. Mais c'était la seule fois où l'Etat algérien a travaillé avec nous, bien que nous ayons réussi à retrouver les traces des ravisseurs».

Ahmed Zegri ne s'arrête pas là. Il fait le lien : «Si l'Etat travaillait avec nous, le groupe terroriste qui a pris en otage le complexe gazier de Tiguentourine n'aurait jamais pu s'infiltrer chez nous. Il existe seulement trois postes avancés du côté de la bande frontalière avec la Libye et ils ne comptent pas assez d'effectifs. De plus, les militaires postés là-bas ne connaissent pas tous les gens de la région. Souvent des personnes suspectes se font passer pour des éleveurs qui ont perdu leurs troupeaux de camelins... Choses qu'ils ne peuvent pas raconter à nous, car nous connaissons tous les éleveurs ici et là-bas, l'information circule entre nous et nous maîtrisons surtout la géographie de la région... Je demanderais, à l'occasion, de refaire un recensement de la population des trois daïras de la wilaya

pour éviter à l'avenir de tomber dans une quelconque confusion». Un brouhaha dans la salle. Le wali d'Illizi prend le micro et prie les intervenants de ne pas sortir du contexte de la rencontre qui est le développement local. Difficile d'exaucer ce vœu pour une population qui a tant de choses à dire et qui veut surtout faire le point sur certains sujets.

Un notable d'Illizi prend alors la parole à son tour : «Monsieur le ministre, quel est le sort de nos enfants ? Le problème sécuritaire dans la région fait fuir les touristes et nous n'avons plus de quoi vivre. Nous, les vieux, nous pouvons nous voiler la face avec notre chèche, mais nos enfants lisent et parlent différentes langues et ils sont surtout en contact avec le monde à travers les nouvelles technologies. Ils ont le sang vif par rapport à nous... ».

Ould Kablia s'explique

Le ministre de l'Intérieur, Daho Ould Kablia qui avait déjà pris la parole pour l'ouverture de la rencontre, qui a débuté à 10h du matin, et qui s'inscrit dans le cadre des réunions de concertation avec les populations locales pour le développement du Sud, a écouté les intervenants pendant plus de deux heures avant de revenir à la charge. Il tient à répondre en premier lieu, au jeune Brahim Intamet : «Je n'ai à aucun moment voulu toucher à la dignité de la population d'Illizi ni encore remettre en question son dévouement pour la Nation. Il ne faut donc pas faire sortir les mots de leur contexte général. En disant que le groupe terroriste qui avait pris le complexe gazier de Tiguentourine était issu de la région, je ne voulais pas faire entendre qu'ils sont d'Illizi ou de Tamanrasset. A vrai dire, j'insinuais la région du Sahel. Nous avons réussi à savoir, dès le premier jour d'où ils étaient rentrés mais je ne pouvais pas à ce moment là, le dire, pour ne pas froisser les autorités libyennes, car nous n'avions pas encore toutes les preuves. Deux jours après, lorsque nous avions annoncé le pays de provenance du groupe terroriste, le Premier ministre libyen nous a contacté et nous lui avons présenté les pièces à conviction».

Et, au ministre de l'Intérieur d'enchaîner pour répondre aux différents

intervenants : «Nous entendons souvent que l'Etat ne fait pas assez pour la région du Sud et n'accorde pas beaucoup d'intérêt à sa population. Savez-vous que l'Etat algérien a consacré 122 milliards de DA entre 1999 et 2012 à la région d'Illizi. Ce qui donne 10 milliards de DA par année. Je ne vous parlerais pas des routes et des ouvrages qui ont été construits, mais je me limiterais à vous citer ce que la ville réceptionnera en 2014. Il s'agit de 4 hôpitaux, 36 salles de soins, 8 salles d'accouchement, 15 groupes scolaires entre écoles primaires et lycées et 11 établissements d'enseignement moyen. Il y aura 20 élèves par classe. Aussi, une université avec 2 000 places pédagogiques et 1 000 lits, huit complexes sportifs et 45 aires de jeux profiteront à la population locale. En 2014, la ville comptera 21 700 logements et nous pouvons encore mettre à votre disposition 1000 habitations rurales. La ville de Bordj El Haouès sera également développée et élargie pour réduire la distance entre Djanet et Illizi. En matière d'emploi, 61 des 484 postes budgétaires réservés au sud, seront accordés à Illizi. Des 1 540 policiers que nous recruterons au Sud, 28 seront issus de la région. De même pour les 50 des 400 futurs pompiers qui rejoindront les casernes de la Protection civile. Pour les postes supérieurs, entre chefs de daïras, directeurs et inspecteurs généraux, 23 postes sont déjà garantis pour vous. Ceci, sans parler des 35 000 postes d'emploi en attente pour les régions du Sud et dont la part d'Illizi sera de 7 800 recrutements...».

Toutefois, Dahou Ould Kablia reconnaît qu'il y a des insuffisances : «Il y a un problème de gouvernance dans la région. L'administration est faible et il n'y a pas de compétences vraiment capables de développer la région. Mais avec l'université qui ouvrira ses portes en 2014 et le lancement de la formation de proximité, les choses vont beaucoup s'améliorer».

Il est 14h passées, les deux parties avaient vidé leur sac et un soulagement se sentait de part et d'autre. Illizi vient de casser un tabou. C'est alors qu'un des présents parmi l'assistance lancera : «Finalement ça ne coûte rien d'en parler.»

M. M.

ILLIZI DÉCIDERA DE SES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL

Benaïssa libère l'initiative

Le ministre de l'Agriculture, Rachid Benaïssa, a annoncé à la population d'Illizi que son département a décentralisé la décision au profit des acteurs locaux pour définir les projets agricoles et ruraux qui s'appliquent le plus pour la région.

Rachid Benaïssa, qui accompagnait le ministre de l'Intérieur, Dahou Ould Kablia à Illizi dans le cadre des réunions de concertations avec les populations pour le développement local au sud, a signifié aux agriculteurs que le rôle de son département se limitera à les accompagner dans leur démarche pour relever le défi dans la région. «Les terres sont disponibles, l'eau et les moyens financiers le sont aussi, reste à trouver des acteurs qui peuvent traduire de véritables projets agricoles. Quatre milliards de dinars sont réservés entre 2013 et 2014 à Illizi, dans le domaine de l'agriculture et aucun projet ne vous sera imposé. Vous êtes les mieux au fait des poten-

tialités agricoles de la région et les mécanismes de coordination installés, entre la Direction des services agricoles et la Chambre agricole de la wilaya et autres, vous permettront de définir ce qui convient le plus pour vous», a-t-il souligné. Le ministre de l'Agriculture qui a fait savoir qu'une opération de réhabilitation et de création de plusieurs puits d'eau au profit des éleveurs de camelins sera entamée, a rappelé par ailleurs, que le sud de l'Algérie a participé à 18,2% de la valeur de la production agricole en 2012. «Si les choses continuent dans cette dynamique, l'expansion de l'agriculture au Sud ne sera plus un rêve. Seulement que les agriculteurs doivent comprendre que nous voulons des acteurs en face de nous, des gens capables de relever le défi, car distribuer de l'argent et persister dans une logique d'assistanat peut s'avérer destructrice», a-t-il conclu.

M. M.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ROUTIER

Deux circulaires «sévères» à la rescousse

Les pouvoirs publics ont tout l'air de vouloir en découdre, et sérieusement, avec le terrorisme routier en réunissant, pour ce faire, l'arsenal réglementaire et législatif nécessaire pour en limiter l'étendue, à défaut de pouvoir l'endiguer totalement.

Mohamed Kebci-Alger (Le Soir)- Le ministère des Transports, le tout premier concerné par cette problématique nationale, vient en effet, au bout d'une longue période de réflexion et de concertation avec les nombreux intervenants, de passer à l'action en «promulguant deux circulaires. Les deux textes, assez «répressifs» ont été, en effet, présentés hier lors d'une réunion ayant regroupé le premier responsable du secteur avec ses directeurs au niveau des wilayas du pays. L'occasion pour Amar Tou de qualifier ces deux textes de «très importants et à même d'améliorer les conditions, de confort et de sécurité des usagers des transports publics et de limiter le fléau des accidents de la circulation».

Et le tout premier axe de cette «implication musclée» des pouvoirs publics, les activités de transport routier de personnes, de marchandises et de transport par taxi automobile, désormais régulées plus restrictivement par une nouvelle circulaire. Ce texte, qui exclut du contrôle les règles de la circulation routière qui relèvent de la compétence d'autres services habilités, donne toute latitude aux inspecteurs et autres inspecteurs principaux, au nombre de 214, de procéder inopinément, rechercher et constater

les infractions en tout lieu et endroit, et ce, que ce soit au niveau des gares routières, stations urbaines et arrêts, aires de stationnement, ponts de chargement et de déchargement des marchandises et même sur route. L'objet, ou plutôt les objets de ces inspections-surprise de nature à «faire naître chez les transporteurs le sentiment de peur qui les incitera en permanence à être en règle», comme le soulignera le ministre lors des débats, portent sur trois axes. D'abord, la disponibilité à bord du véhicule, en tout lieu, des documents comme le permis de conduire de la catégorie requise du conducteur, la carte d'immatriculation du véhicule et son attestation d'assurance, le procès-verbal de contrôle technique, la fiche horaire ou la fiche d'itinéraire, l'autorisation d'exploitation. Ceci pour les transporteurs en commun alors que pour les taxis, il sera, désormais, exigé de son conducteur, le livret de places, les extraits de règlement-type d'exploitation, la carte de contrôle du taximètre. Le second aspect de l'inspection porte sur le véhicule, et tous les accessoires y afférents comme la boîte de soins de premières urgences, l'extincteur, en état de fonctionnement, bien entendu, le triangle de présignalisation, les inscrip-

tions réglementaires d'identification du transporteur d'une manière apparente, l'état de propreté et d'hygiène du véhicule, l'existence des dispositifs lumineux réglementaires pour les taxis, le compteur en bon état de fonctionnement, l'affichage, à bord des tarifs en vigueur et des coordonnées des services chargés d'examiner toute contestation. Quant au troisième volet du contrôle, il concernera les conditions d'exercice, dont le respect de la continuité des services, des horaires, des itinéraires et des points d'embarquement et de débarquement des voyageurs, la conformité du prix payé par le voyageur avec les tarifs en vigueur, la tenue vestimentaire du personnel de bord, le respect de la charge, l'emploi des mineurs comme personnel de bord, à l'image de ces gamins exploités comme receveurs ou encore le refus de servir la clientèle, la surcharge du véhicule concernant le transport de marchandises, le bâchage convenable et approprié pour les marchandises en vrac...

Autant d'objets sujets à contrôle qui verront tout contrevenant traduit devant la commission de sanctions de chaque wilaya qui aura à statuer sur l'infraction au plus tard quinze jours après son constat dûment établi dans un procès-verbal en double exemplaire. Et les sanctions sont dûment notifiées par arrêté du wali durant les 72 heures qui suivent la sentence de ladite commission de sanctions.

Contrôle technique plus sévère dès le 2 avril

Ce qui ne manquera, à coup sûr, comme le prédira le ministre, d'engendrer le rétrécissement certain du parc de transport avec le retrait en vue, de manière temporaire ou définitive, de nombre de véhicules, notamment ceux du transport routier des personnes, des marchandises ou du transport par taxi automobile. Une «prédiction» d'autant plus plausible qu'une seconde circulaire liée celle-ci, au contrôle technique automobile, encore plus sévère que n'a été cette procédure qui vient de boucler ses dix ans d'existence, vient «durcir» encore plus, la réglementation en matière de l'état du véhicule.

Un second texte, de rigueur à partir du 2 avril prochain et de par son caractère extrêmement sévère puisque le contrôle technique sera désormais, généralisé à tous les organes du véhicule alors qu'il ne concernait jusqu'ici que trois en 2003 puis cinq autres en 2005, fera penser et mûrement plus d'un, à acquérir un véhicule, de là à «oser» penser en faire usage pour une quelconque activité de transport de voyageurs ou de marchandises.

Surtout, comme l'annoncera, à l'occasion, le premier responsable de l'ENACTA (Etablissement national de contrôle technique automobile), qu'il est attendu dans un avenir proche, l'automatisation de l'acte de contrôle

qui échappera ainsi et progressivement à la main humaine. Une étape de numérisation qui aura à venir à bout de l'autre phénomène, en fait le premier sport national par excellence, celui de ces fameux procès-verbaux de contrôle technique automobile de complaisance.

Comme celui que Tou donnera en exemple, triste exemple, de l'autocar à l'origine d'un terrible accident de la route à Aïn-Témouchent qui avait causé la mort d'une vingtaine de voyageurs, qui ne se serait, selon l'enquête diligente, jamais rendu dans une station de CTA, son procès-verbal ayant été délivré complaisamment.

Le chronotachygraphe en attente de décret

Ceci en sus, bien entendu, de ce qui est attendu comme retombées positives en matière de sécurité routière, de l'entrée en vigueur depuis ce jeudi, du tant attendu permis à points et du permis probatoire, et ce, dans l'attente du tant annoncé chronotachygraphe, cet appareil électronique enregistreur de vitesse, de temps de conduite et d'activités (travail, attentes...) à installer dans un véhicule de transport routier.

Le secrétaire général du ministère des Transports fera part d'un décret y afférent, actuellement en phase de finalisation au niveau du secrétariat général du gouvernement.

M. K.